



Belgian Disability Forum asbl (BDF) – Plan d'action 2017

1. Convention ONU sur les droits des personnes handicapées

L'objectif du Belgian Disability Forum asbl (BDF) durant l'année 2017 sera d'obtenir le plus d'avancées possibles en matière de mise en œuvre de la Convention ONU sur les droits des personnes handicapées (UNCRPD) par les différents gouvernements de la Belgique fédérale.

En parallèle, le BDF continuera à s'impliquer dans le travail de réflexion et d'échange international au sein de l'European Disability Forum concernant le suivi de la mise en œuvre de l'UNCRPD au niveau européen et au niveau de la Conférence des Etats parties.

a) Mise en œuvre de l'UNCRPD : suivi

La démarche proactive d'évaluation à mi-parcours initiée par le BDF en 2016 sera continuée au cours du premier semestre 2017. Comme exprimé dans le rapport d'activité 2016, cette démarche n'a, pour l'instant, pas permis de récolter des informations en quantité suffisante.

Un courrier sera donc adressé au Premier Ministre ainsi qu'aux Ministres-Présidents des entités fédérées en insistant sur l'utilité, pour eux aussi, de faire ainsi le point à mi-parcours.

Sur base des éléments récoltés au terme de ce deuxième tour du processus, le Conseil d'administration (CA) décidera de la manière la plus utile d'utiliser l'état des lieux ainsi réalisé. Le but est évidemment d'amener chaque ministre à progresser dans le sens de la mise en œuvre de l'UNCRPD dans son domaine de compétence.

Une évaluation des avancées réalisées sera établie avec les conseils d'avis existants au niveau régional, voire, éventuellement, au niveau local. Ceci constituera, à n'en pas douter, une première étape importante dans le sens de la préparation du travail à réaliser pour l'analyse du second rapport officiel de la Belgique.

En fonction des constats réalisés, le BDF remplira son rôle de suivi et de relais vis-à-vis des autres mécanismes qui composent l'article 33.

b) Conférence des Etats parties

Au cours de l'année 2017, le BDF mettra tout en œuvre pour apporter sa contribution à la Conférence des Etats parties à New-York, notamment en participant à la préparation des interventions de la délégation belge.



Le BDF espère recevoir, à nouveau, la possibilité de participer à cette conférence, comme cela avait été le cas en 2010, 2011, 2013, 2014, 2015 et 2016.

En effet, en plus du contenu des débats qui s'y tiennent, la Conférence des Etats parties est aussi l'occasion de rencontrer des personnes ressources et, surtout, les membres du Comité des experts de l'ONU.

Une demande de prise en charge des frais sera adressée dès le début de l'année à Madame la Secrétaire d'Etat en charge des personnes handicapées.

c) Rapport alternatif de l'EDF

Le BDF continuera à s'impliquer au mieux dans le suivi des recommandations faites par le Comité des droits des personnes handicapées (Comité) à l'Union européenne. Il le fera, notamment, au travers de la participation de Gisèle Marlière aux réunions du groupe de travail ONU de l'EDF.

A ce titre, comme il l'avait fait par le passé, le BDF apportera à l'EDF sa propre expérience en matière d'incitation de l'exécutif à implémenter l'UNCRPD. Il estime ainsi que l'EDF devrait renforcer l'interpellation individuelle des différents Commissaires européens quant à la manière dont ils agissent pour la mise en œuvre des recommandations du Comité.

d) Partage de connaissances

En fonction des opportunités ou des demandes, le CA du BDF répondra positivement aux demandes qui lui seront faites en matière d'explication du processus participatif qu'il a mis en place en vue de rédiger son rapport alternatif.

2. Autres traités internationaux « Droits de l'homme »

L'année 2017 sera l'occasion pour le BDF de se positionner par rapport à deux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme :

- la Charte sociale européenne révisée du Conseil de l'Europe
- l'enquête sur la rencontre des Objectifs du Développement Durable

a) La Charte sociale européenne révisée du Conseil de l'Europe

Chaque année, la Belgique est amenée à rédiger un rapport sur l'application d'un groupe de dispositions provenant de la Charte sociale européenne révisée. Les articles à prendre en compte pour 2017 sont les suivants :

- Art.3 - Droit à la sécurité et à l'hygiène dans le travail
- Art.11 – Droit à la protection de la santé
- Art.12 – Droit à la sécurité sociale



- Art.13 – Droit à l'assistance sociale et médicale
- Art.14 – Droit au bénéfice des services sociaux
- Art.30 – droit à la protection contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Le rapport du Gouvernement Belge concernant ces articles a été transmis au Conseil de l'Europe le 27 octobre 2016.

Le BDF coordonnera un rapport alternatif sur la mise en œuvre de ces différents articles de manière à pouvoir transmettre son rapport pour l'été 2017, la situation de la Belgique étant examinée par le Comité des experts au cours du mois de décembre 2017.

Les 17 organisations membres du BDF et les conseils d'avis existants aux niveaux fédéral et fédérés seront impliqués dans le travail de préparation et de rédaction.

b) L'enquête sur la rencontre par la Belgique des objectifs du développement durable

Au cours de l'année 2017, la Belgique va être soumise à une enquête dans le cadre des *Objectifs du développement durable* des Nations Unies.

Le BDF souhaite participer à ce processus en tant que représentant de la société civile et plus particulièrement au titre d'organisation représentative des personnes handicapées.

Il est d'autant plus important pour le BDF de s'y impliquer que l'EDF et l'IDA sont parvenus à ce que le handicap soit pris en compte dans les 17 objectifs du développement durable. Il sera donc important de s'assurer que la Belgique, en tient compte de manière efficace.

Il s'agit d'un processus tout à fait différent de ceux auxquels le BDF a pris l'habitude de participer. Le secrétariat du BDF prendra contact avec la Direction M7 de CoorMulti, compétente en la matière, afin de déterminer comment rencontrer au mieux cet objectif.

Le BDF souhaite également pouvoir recevoir les contributions de ses membres dans le processus d'écriture. Une information leur sera diffusée en ce sens.



3. Liberté de mouvement et accessibilité en Europe

a) European Accessibility Act

Fin 2015, une grosse avancée avait été réalisée avec la présentation par la Commission européenne de sa proposition de Directive généralement connue sous le nom de *l'European Accessibility Act*¹ (EAA).

La progression des négociations au sein du Parlement européen et du Conseil des Ministres européens souligne les divergences entre Etats membres mais aussi au sein-même de la Belgique sur le cadre et la portée que doit revêtir cette directive. Du point de vue de l'autonomie et de la participation sociétale des personnes handicapées, les amendements au texte amenés par les uns et les autres sont souvent des reculs par rapport à la version initialement proposée par la Commission européenne.

Dans tous leurs contacts avec les différents interlocuteurs, les attachés politiques de l'EDF qui suivent ce dossier rappellent les apports de la directive par rapport à la mise en œuvre de l'UNCRPD sur le plan européen mais aussi sur le plan de la relance économique et de la prise en charge du vieillissement.

Malheureusement, le contexte global de l'Union européenne n'est actuellement pas particulièrement positif et le « réflexe » de repli national n'est pas propice à l'évolution positive d'un dossier tel que celui-ci.

Le BDF, en collaboration avec les conseils d'avis existants aux niveaux fédéral et fédérés saisira toutes les occasions d'interpellation des acteurs politiques européens et des décideurs politiques belges pour leur rappeler l'importance d'obtenir la concrétisation de l'EAA : l'accessibilité est une condition essentielle de la concrétisation de la libre circulation des personnes, l'un des fondements de l'Union européenne.

b) European Disability Card

La date n'est pas encore tout à fait décidée, mais il est quasi certain que, fin du premier semestre 2017, aura lieu le « Kick-off », le lancement officiel de la *Carte européenne du handicap* en Belgique.

C'est, en effet, à cette période-là de l'année que la carte sera mise en production, que le site Internet sera mis en fonction et que les outils de promotion seront distribués.

Bien sûr, cet événement de lancement sera un moment particulièrement important pour l'ensemble des membres de BDF et, en particulier, pour leurs

¹ Le titre complet de la directive est : Proposition de Directive du Parlement européen et du Conseil relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en ce qui concerne les exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:52012PC0721&from=FR>



représentants au niveau de l'Assemblée générale (AG). C'est, en effet lors de l'AG 2009 de notre asbl qu'a été mis en chantier le travail de revendication d'une carte permettant à tout citoyen européen de faire valoir ses droits dans l'ensemble des pays de l'Union, sur base du principe de réciprocité.

Dans un premier temps, le résultat sera q partiel, avec seulement 8 Etats membres impliqués et un champs d'application restreint au tourisme, aux loisirs et à la culture. Il n'en reste pas moins que le pas est important et en appellera d'autres. Le BDF ose espérer que son rôle d'initiateur ne sera pas oublié lors de cet évènement de lancement.

La victoire sera réellement acquise quand les personnes handicapées qui en auront fait la demande recevront leur carte et, surtout, en feront usage lors de leurs déplacements dans les autres Etats membres de l'Union.

4. Autonomie et Protection sociale

La consultation publique par rapport au texte de la Commission a donné lieu à de nombreuses réactions de la part de la société civile.

La Commission européenne va organiser, le 23 janvier 2017, une réunion rassemblant toutes les parties avec l'objectif de parvenir au consensus autour d'un texte intégré et prometteur sur le plan social. Différents *Workshops* seront développés, notamment sur la lutte contre la pauvreté et sur futur de la protection sociale.

Le BDF continuera d'alimenter la réflexion du point de vue de l'autonomie de vie et de l'inclusion des personnes handicapées dans tous les domaines de la vie.

5. Accessibilité Internet

En fin 2016, est entrée en vigueur la Directive garantissant l'accessibilité des sites Internet et les applications mobiles des organisations du secteur public. Le BDF soumettra à ses membres un calendrier des différentes étapes nécessaires pour la transposition de ce texte en droit belge.

En sa qualité de plateforme officielle des utilisateurs handicapés visés par le texte de la directive et conformément à l'art.4.3 du texte de la Convention, il demandera aux instances compétentes à pouvoir suivre et alimenter les travaux préparatifs nécessaires à une mise en œuvre conforme de la directive en Belgique.

6. Design for All

L'intérêt de la démarche *Design for All* est de diminuer l'impact des barrières que rencontrent les personnes handicapées à tous les instants de leur vie.



Pour diverses raisons, le projet de table ronde prévu en 2016 n'a pu être concrétisé. Il le sera en 2017, sous la forme d'une réunion de travail organisée le 21 mars avec la professeure Jasmien Herssens.

L'objectif sera d'acquérir une meilleure connaissance de ce qui se fait au niveau mondial en la matière, d'identifier les partenaires potentiels (architectes, designers,...) et d'évaluer de quelle manière le BDF peut s'impliquer concrètement dans une démarche visant à promouvoir les principes du *Design for All* en Belgique.

Cette réflexion devra d'ailleurs aussi faire le lien avec le développement des travaux de *L'European Accessibility Act* (voir 3a).

7. Participation aux instances de l'EDF – 20^{ème} anniversaire

Au cours de l'année 2017, le BDF continuera, évidemment, à participer assidument aux travaux des instances de l'EDF et d'y défendre les intérêts des personnes handicapées belges.

Le fait que deux membres du BDF soient aussi membres du Conseil d'administration de l'EDF lui donne une capacité d'impulsion intéressante au sein de l'organisation.

Le BDF continuera à y faire entendre sa voix de sorte que l'EDF continue à évoluer dans le sens d'un mode de fonctionnement toujours plus démocratique et plus participatif.

Mais bien évidemment, 2017 sera surtout marqué par la célébration des 20 ans de l'EDF. A cette occasion, le Board de l'EDF a décidé de mettre l'accent sur l'action, plus que sur la célébration. L'idée est de multiplier les occasions qui contribuent à la mise en œuvre de l'UNCRPD, dans le travail de lobbying politique mais aussi au travers des organisations de base et en particulier lors des manifestations, événements, réunions organisées par l'EDF ou par ses membres. Le logo spécifique « EDF-20 ans » peut être obtenu au secrétariat du BDF qui le tient à disposition de ses membres .

C'est déjà le cas pour notre assemblée générale, ce le sera pour le Parlement européen des personnes handicapées ou, bien sûr pour les journées européennes des personnes handicapées.

8. Plateforme des Conseils d'avis

Au niveau de la composition de la *Plateforme des Conseils d'avis*, il n'y a pas encore de réel successeur à la *Commission Wallonne des Personnes Handicapées*.

Par contre, deux associations ont reçu mandat de la Ministre flamande de l'égalité des chances pour la mise sur pied d'un conseil consultatif en Flandre.



Le BDF espère pouvoir bientôt compter sur l'apport de son(sa) représentante lors des réunions de la Plateforme des Conseils d'avis.

D'autre part, la Région bruxelloise a annoncé en 2016 la création d'un conseil. Le BDF espère voir celui-ci entrer en activité le plus rapidement possible et participer aux réunions de la Plateforme.

La coopération avec le CSNPH a été très riche en 2016. Le travail se poursuivra dans la continuité en 2017.

Enfin, aucune avancée concrète ne s'annonce au niveau de la Communauté germanophone, malheureusement.

Pour ce qui est du contenu, le travail de coopération entamé au niveau de la « Plateforme des Conseils d'avis » sera poursuivi.

Plus qu'en 2016, le dossier des transferts de compétences prévus entre le fédéral et les entités fédérées constituera l'un des centres d'intérêt principaux de la Plateforme. C'est avec la concrétisation des transferts que se marqueront, sans doutes, les besoins et les défis nouveaux pour les personnes handicapées et leurs familles. Le rôle de la Plateforme pourrait s'avérer important en terme d'échange et de réflexion dans ce domaine.

Ces changements institutionnels continuent d'impliquer des changements au niveau des compétences des conseils d'avis existants et au niveau des administrations régionales en charge de l'intégration des personnes handicapées.

Les défis seront d'assurer la continuité des paiements et des services de qualité aux personnes mais aussi de faire en sorte que la mobilité naturelle des personnes entre les régions dans le cadre du travail, de l'éducation, des aides, etc., ne soit pas entravée par les conséquences de la 6^{ème} Réforme de l'Etat.

Evidemment, le rôle du BDF dans la Plateforme restera de s'assurer que chaque Conseil d'avis dispose de l'information nécessaire pour qu'il joue son rôle par rapport à l'implémentation et au suivi des politiques européennes dans la sphère d'activité qui est la sienne.

Le BDF aura aussi à cœur de veiller à ce que l'ensemble des Conseils d'avis existants soient impliqués dans le suivi de la mise en œuvre de l'UNCRPD.

En ce qui concerne la production de rapports alternatifs par rapport à la mise en œuvre des traités internationaux qui ont une influence concrète sur les droits des personnes handicapées, le BDF continuera à rechercher la collaboration des conseils d'avis fédéral et régionaux : pour rappel, les prises de position communes en la matière étaient particulièrement bien appréciées par les instances de l'ONU.



9. Communication

a) Utilisation du site Internet

Au cours de l'année 2017, la communication du BDF vers l'extérieur continuera à s'amplifier.

A côté des « Directo » qui sont diffusés à une liste de 2000 lecteurs, le BDF envoie depuis le mois de juin 2016 des informations synthétiques sur des événements ou des projets susceptibles d'intéresser ses membres. Jusqu'ici ces informations étaient envoyées aux membres du CA et aux responsables des organisations membres du BDF. Elles seront désormais envoyées à l'ensemble des délégués à l'Assemblée générale. L'idée est véritablement de permettre aux associations du BDF de s'approprier, dans le cadre de leurs propres actions et combats, la dimension et la plus-value européenne.

Désormais, l'utilisation de la partie *members only* pour l'échange de fichiers et d'informations s'est généralisée à l'ensemble des instances du BDF. Couplée à l'adaptation aux besoins d'Internet mobile, le site du BDF est désormais un outil de travail essentiel pour notre organisation.

b) Assemblée générale

En matière de communication, l'Assemblée générale du BDF restera en 2017 l'autre canal de communication privilégié du BDF. Un volet informatif continuera à être organisé à cette occasion : c'est toujours le moment idéal pour discuter et réfléchir ensemble. Lors de son assemblée du 23/02/2017, le BDF se penchera sur trois thèmes :

- Les 20 ans de l'EDF
- L'état d'avancement de la carte européenne du handicap en Belgique
- La stratégie 2017-2023 du Conseil de l'Europe

Le passé a démontré que cette manière de faire est aussi l'occasion d'identifier des axes d'action novateurs, avec pour meilleur exemple, la Carte Européenne du Handicap. Le Conseil d'administration souhaite qu'il en soit encore ainsi à l'avenir.

Conclusion

Plus que jamais, il est essentiel pour l'action du BDF que les organisations qui en sont membres continuent à alimenter sa réflexion en lui renvoyant toute information sur les réalités de terrain, sur leurs attentes, sur leurs questionnements...

Si des grands principes consensuels se sont dégagés au niveau européen (la non-discrimination, l'égalité des chances, la jouissance des Droits de l'Homme pour les personnes handicapées,...), il faut aussi remonter le terreau de la



réalité de vie et des besoins pour faire en sorte que les réunions européennes ne s'apparentent à de grands messes ronronnantes et frustrantes pour les citoyens que nous sommes tous.

Pour cela, le BDF doit faire entendre la voix de ses membres et toujours plus exiger que « rien sur nous sans nous ». Le secrétariat est ouvert à toute suggestion et réflexion de ses membres. Le CA met son point d'honneur à donner un suivi à chaque intervention.